

Du nouveau de la recherche: l'Europe de la dynastie des Luxembourg (III)

En route vers l'Empire

Pour une relecture des débuts de l'entreprise italienne d'Henri VII de Luxembourg (1309-1311)

par Timothy Salemmé

Au début de 1309, une délégation envoyée par le comte de Luxembourg Henri VII, nouvellement élu roi des Romains à Francfort-sur-le-Main le 27 novembre 1308 et couronné à Aix-la-Chapelle le 6 janvier suivant, rejoignit la cour pontificale à Avignon. Le but des ambassadeurs était non seulement de prêter au pape Clément V un serment de fidélité au nom d'Henri VII et d'en demander la consécration, mais aussi d'annoncer publiquement l'intention du nouveau roi de se rendre en Italie pour être couronné empereur du Saint Empire romain germanique.

La décision d'Henri VII dût surprendre quelque peu Clément V. Certes, une longue tradition médiévale prévoyait que le roi des Romains désigné par les sept Princes-Électeurs de l'Empire, devait se rendre d'abord à Milan, puis à Rome, pour être ceint respectivement de la couronne de fer des Lombards (et devenir ainsi roi d'Italie) et de la couronne impériale. Toutefois, cette même tradition avait subi une brusque interruption durant le XIII^e siècle. Les difficultés rencontrées par la royauté allemande au nord des Alpes – où le roi avait été obligé d'abandonner une grande partie de ses droits régaliens aux princes et aux villes et de se contenter des ressources territoriales et financières de sa *Hausmacht* – avaient en effet entraîné, du côté italien, une absence prolongée des rois allemands, l'illustre Frédéric II Hohenstaufen ayant été le dernier à avoir imposé dans la péninsule les droits de la couronne près d'un siècle avant Henri VII.

Aux yeux du pontife, le dessein d'Henri VII de réactiver le pouvoir impérial en Italie allait forcément rencontrer des nombreux obstacles, dus à l'existence d'un parti «italien» hétérogène s'opposant à un retour en force de l'empereur: un parti comprenant, entre autres, Robert d'Anjou, roi de Naples et de Sicile et «représentant» des intérêts de la maison royale française dans la péninsule; les villes italiennes, actrices insaisissables tant par leur indépendance – qu'elles défendaient avec acharnement – que par leurs conflits internes; enfin, la curie romaine elle-même, qui par le biais d'une série d'alliances avec les Anjou et avec les villes de Florence et de Bologne, était en train d'accroître son poids politique dans la péninsule. L'existence d'un front anti-impérial si vaste explique pourquoi Clément V, dans sa réponse aux ambassadeurs d'Henri VII, accorda son soutien formel à l'entreprise italienne de ce dernier, mais n'envisagea pas la cérémonie du couronnement impérial dans la Basilique Saint-Pierre avant février 1312.

Cela étant, doit-on croire qu'Henri VII n'était lui-même pas du tout conscient du degré d'opposition qu'il allait rencontrer une fois les Alpes franchies? De nombreux historiens ont en effet longtemps perçu la *Romfahrt*

comme une expédition mal préparée à cause de l'incapacité du roi – décrit comme un souverain naïvement formé à l'idéal utopique et désormais anachronique de l'Empire universel des X^e et XI^e siècles – à juger la complexité de situation politique et militaire italienne. Les recherches récentes menées à l'Institut d'Histoire de l'Université du Luxembourg par l'équipe du projet *Luxdynast. Du local au global: Gouverner, déléguer et participer dans l'Europe des Luxembourg (1308-1437)*, permettent de proposer une interprétation plus nuancée de l'initiative d'Henri VII, qui dévoile l'existence d'un projet politique étudié dans les moindres détails par le futur empereur et par ses conseillers.

Mettre fin aux conflits entre factions

Ce projet était fondé sur l'idée que le souverain, une fois passé en Italie, aurait dû négocier avec les élites locales, autant urbaines que seigneuriales, le consensus autour de sa personne en se présentant comme un roi pacificateur, capable d'imposer son autorité aux différents partis italiens de façon équitable et de mettre durablement fin aux conflits entre factions. Pour ce faire, Henri VII préparait minutieusement son entreprise dans les premiers mois de 1310. Il envoyait une délégation à Avignon pour solliciter auprès du Pape la nomination d'un légat pontifical qui aurait dû l'accompagner pendant son voyage dans la péninsule. Il dépêcha en outre des émissaires en Italie, pour annoncer aux villes et aux potentats locaux la *Romfahrt* et négocier les conditions d'accueil du souverain et de son armée. Cette deuxième délégation en particulier visita au printemps-été 1310 les cités et villes du Piémont et de la Lombardie médiévale (Ivrée, Verceil, Casale, Valence-sur-le-Pô, Tortone, Pavie, Milan), en décrivant par la suite à Henri VII dans une relation détaillée le climat politique qu'ils y avaient rencontré et les réactions auxquelles ils avaient assisté à l'annonce de l'arrivée du roi. De même, dans les mois qui précéderent le départ de l'armée impériale, et tout au long du voyage, Henri VII prit soin d'intégrer dans son entourage de nombreux collaborateurs italiens ou savoyards. A ceux-ci, il confia, en vertu de leurs compétences et/ou de leur

connaissance du contexte politique et militaire italien, des tâches de responsabilité, par exemple en qualité de vicaires et officiers royaux dans les cités et villes que le souverain visitait et pacifiait au fur et à mesure.

D'autres encore furent destinés à des postes-clés au sein de l'expédition royale. C'est le cas de Bernardo de Mercato, notaire au service du comte de Savoie Amédée V, beau-frère de son épouse et allié d'Henri VII, que ce dernier recruta, juste avant de franchir les Alpes par le Mont Cenis, pour diriger un bureau de notaires rattaché à sa personne et chargé de la mise par écrit des documents impériaux les plus importants. C'est justement à Bernardo qu'on doit la rédaction de deux sources exceptionnelles témoignant du projet politique italien d'Henri VII: il s'agit de deux registres rassemblant, le premier, les textes des paix que, après les négociations avec les élites locales, Henri VII imposa dans les villes du Piémont et de la Lombardie afin de réconcilier les factions dans les premiers mois de la *Romfahrt* (automne 1310-janvier 1311); le second, les serments de fidélité que ces mêmes communautés citadines prêtèrent au roi des Romains.

Issu d'un dialogue entre les sujets locaux et l'autorité supérieure, le modèle politique préconisé par Henri VII pour imposer le pouvoir impérial en Italie fut mis à l'épreuve lorsque l'armée royale rejoignit Milan peu avant Noël 1310. Henri VII dût s'apercevoir de l'hostilité qui montait contre lui déjà au moment de son arrivée aux portes de l'enceinte urbaine le soir du 22 décembre, lorsqu'il fut informé du refus de Guido della Torre, Capitaine du Peuple et seigneur de Milan, de mettre à disposition son palais pour l'accueillir. Henri VII jugea alors plus prudent de ne pas faire son entrée en ville pendant la nuit et de loger dans un village près de Milan. Le lendemain, lors de son entrée triomphale – à laquelle tout le peuple milanais assista sans armes, selon les ordres qu'il avait transmis la veille – Henri VII rencontra enfin Guido della Torre. Le refus, selon certains chroniqueurs liés au parti impérial, ou l'oubli, selon d'autres partisans du parti guelfe, de la part de ce dernier de faire baisser en signe de soumission son gonfalon devant les drapeaux à l'aigle impérial

engendra la réaction immédiate des soldats allemands, qui abattirent avec force les insignes de Guido: car, si Henri se présentait aux milanaï sous les habits d'un roi pacificateur, cela ne signifiait pas nécessairement qu'il était aussi un roi paisible.

Un climat de plus en plus difficile

Dans les jours suivants, Henri VII procéda à la pacification de la ville en réconciliant les factions en lutte pour le pouvoir: d'une part, les gibelins Visconti; de l'autre, les guelfes Torriani, divisés en deux branches rivales liées respectivement au Capitaine du Peuple Guido et à l'archevêque ambrosien Cassone. Puis, le 6 janvier 1311 – jour des Rois Mages – il reçut de la main de ce dernier la couronne de roi d'Italie lors d'une cérémonie qui se déroula dans la basilique de Saint-Ambroise. Le 7 janvier, il envoya enfin des missives en Allemagne pour annoncer la nouvelle du couronnement: un événement qu'il estimait être de bon augure pour la suite de son voyage vers Rome et le titre impérial.

Ces lettres ne détaillaient pourtant pas à leurs destinataires le climat de plus en plus difficile dans lequel la *Romfahrt* désormais se déroulait. La présence des soldats royaux dans les rues de Milan, l'attitude très autoritaire des officiers d'Henri VII et la nécessité d'imposer des prélèvements fiscaux pour faire face aux coûts croissants du maintien du cortège royal et de l'armée, contribuèrent à réduire le consensus de la part de la population locale autour du roi des Romains. Guido della Torre et ses fils cherchèrent alors à profiter du mécontentement généralisé des milanaï et de leur colère refoulée pour monter une rébellion contre les Allemands – dont Henri VII était bien conscient, si l'on croit l'un de ses conseillers, Nicolas de Ligny-en-Barrois, évêque de Butrint, qui d'ailleurs dans sa chronique ne cache pas ses craintes à sortir de ses logements pendant ces jours-là. Les désordres, éclatés le 11 ou 12 février 1311, ne surprirent cependant pas les chevaliers d'Henri VII, qui, informés d'après certains chroniqueurs par les Visconti de ce qui se préparait, écrasèrent les Torriani et leurs partisans. Dans les semaines qui suivirent, les juges royaux imposèrent aux rebelles de lourdes sanctions.

Bien que conclu sur une victoire militaire, le conflit qui opposa Henri VII aux Torriani constitua, pour le souverain luxembourgeois, le tournant de son expérience italienne. A Milan, faute d'un consensus local unanime, Henri perdit définitivement son image de roi pacificateur pour devenir (ou redevenir?) l'intrus étranger, l'ennemi d'une grande partie des villes italiennes, soutenues par les Anjou et par

Florence. C'est avec cette nouvelle étiquette, dépourvue aux yeux des italiens de toute légitimité, que, pendant plus de deux ans, jusqu'à sa mort à Buonconvento le 24 août 1313, Henri VII s'obstina à continuer son voyage dans la péninsule, désormais devenu une campagne militaire dispendieuse en termes personnels – il y perdit son frère Waléran, touché par une flèche sur le champ de bataille, et sa femme,

la reine Marguerite, à Gênes – et en ressources humaines et économiques. Encore une fois, comme déjà à l'époque des empereurs de la maison des Hohenstaufen, Frédéric Barberousse et Frédéric II, ce fut donc à Milan, la ville la plus riche et puissante de l'Italie du nord, que le projet de réaffirmer le pouvoir impérial en Italie connut une inflexion qui, à terme, a rendu très difficile sa réalisation. ■

Un document remarquable

par Michel Margue

L'expédition italienne d'Henri VII est relatée dans la Chronique en images de l'archevêque Baudouin de Trèves (voir ci-contre), illustration du récit quasi autobiographique des «Gestes des archevêques de Trèves» du second quart du XIV^e siècle. Cette chronique figurée est un document remarquable, tant par sa qualité artistique que par sa conception visant à faire passer un «message». Elle développe sur 73 images disposées par duo la vue rétrospective de l'archevêque Baudouin, frère de l'empereur Henri VII, sur leur descente mouvementée en Italie et sa fin malheureuse. Baudouin y est omniprésent; il est le guide, le conseiller, le soutien militaire et parfois aussi l'œil critique qui veille sur son frère.

Un couple d'images sort du lot. Il est le seul à être amplement colorié à l'aide d'une peinture couvrante, rehaussé par un cadre rouge sophistiqué, couleur du pouvoir royal. Sa lecture fonctionne comme dans une bande dessinée, mais du haut vers le bas, à l'aide de «bulles», textes explicatifs qui sont placés ici sous l'image: dans celle du haut, l'artiste nous montre «le combat qui y a lieu» et nous informe que «Guido della Torre a pris la fuite». Un ajout datant aussi du Moyen Âge nous renseigne que le conflit entre l'armée d'Henri VII et les révoltés italiens sous les ordres de Guido della Torre se déroule à Milan même. Le message est clair: les chevaliers du roi, reconnaissables à leurs armoiries avec Henri VII au centre taillent en pièce leurs adversaires milanaï en un mouvement dynamique de gauche vers la droite. C'est la capacité militaire du roi et la victoire comme signe du soutien de Dieu qui sont ici exprimées.

A l'étage inférieur, «le roi siège en justice, et fait détruire les tours de Milan». Ici, c'est plutôt la force tranquille du roi juge et de sa domination qui sont montrées, à l'aide de symboles royaux (couronne, sceptre, trône aux têtes de lion, entourage royal avec Baudouin en rouge à sa droite) et de symboles de la soumission des milanaï révoltés (remise des clés de la ville, serment de fidélité et petite taille des personnages). La lecture des images médiévales se fait donc au moyen du jeu sur la complémentarité entre les deux aspects du pouvoir royal et de l'expression symbolique avec une économie de moyens tranchant sur le résultat impressionnant.

Colloque international

Cette série illustre les recherches conduites dans le cadre du projet FNR/CORE LUXDYNAST qui se clôture par un colloque international organisé du 28 au 30 novembre 2018 à l'Université du Luxembourg. Le programme du colloque est disponible en ligne (www.uni.lu). Le colloque est ouvert à toute personne intéressée; l'inscription est gratuite.



Landeshauptarchiv Koblenz, Ms. 1C1, folio 10.